

France-Toulouse: IT services: consulting, software development, Internet and support

OJ S 125/2022 01/07/2022

Contract notice

Services

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Centre National d'Etudes Spatiales (CNES)

Postal address: Etablissement de Toulouse - 18, avenue Edouard Belin

Town: Toulouse cedex 9

NUTS code: FRJ23 Haute-Garonne

Postal code: F-31401

Country: France

Contact person: <https://marches.cnes.fr>

E-mail: marielle.caranana@cnes.fr

Telephone: +33 0561281705

Fax: +33 0561281404

Internet address(es):

Main address: <http://www.cnes.fr>

Address of the buyer profile: <https://marches.cnes.fr>

I.3. Communication

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <https://marches.cnes.fr>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://marches.cnes.fr>

Tenders or requests to participate must be submitted to the abovementioned address

I.4. Type of the contracting authority

Body governed by public law

I.5. Main activity

Other activity: Recherche-développement scientifique

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

Projet ARAWA

Reference number: ORAILI202201034

II.1.2. Main CPV code

72000000 IT services: consulting, software development, Internet and support

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

Parmi les nombreuses missions du CSG (Centre Spatial Guyanais), une des plus importantes est celle de l'analyse et soumission sauvegarde vol. Cette analyse est faite pour chaque nouveau lancement afin d'évaluer l'ensemble des risques associés et ainsi autoriser le lancement.

L'analyse de soumission sauvegarde vol est constituée d'un ensemble de simulation complexes qui nécessitent une grande puissance et ressources de calcul. Ces dernières années, les modèles physiques et algorithmes mathématiques ont évolué pour prendre en compte les futurs lanceurs (comme ARIANE6), désormais ces nouveaux codes sont devenus incompatibles avec le matériel existant au CSG (qui date des années 2010).

Pour ces raisons, le CNES cherche à renouveler l'ensemble de ses moyens informatiques de calcul de soumission.

II.1.5. Estimated total value

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FRY30 Guyane

II.2.4. Description of the procurement

Le cadre de cette affaire est focalisé sur la fourniture et installation du matériel informatique spécifique dans les bâtiments du CSG.

Des systèmes informatiques HPC (Haute Puissance de Calcul) existent déjà au sein du CST (Centre Spatial de Toulouse). Ce sont HAL et KTULU. ARAWA, le nouveau système HPC de la sauvegarde vol, sera donc similaire aux deux qui existent déjà en métropole.

Le type de processus est une procédure ad-hoc de consultation européenne avec publication.

Il y aura deux phases :

- Un appel à candidature (sur la notice présente) où une pré-sélection sera faite et permettra aux retenus de passer à la phase 2.
- Une phase de consultation où l'ensemble de dossiers techniques et projet seront fournis aux candidats retenus en phase 1.

Les fournitures et travaux attendus pour ce contrat seront (liste non exhaustive) :

- Définition de l'architecture système, définition préliminaire et critique,
- Définition des adaptations sur site et travaux préliminaires requis (énergie, réseau, aménagement pièce technique, etc.),
- Fourniture et transport du matériel HPC,
- Gestion des industriels CSG pour réalisation des travaux,
- Validation et qualification site,
- Formation des équipes de maintenance informatique et usagers,
- Garantie de la prestation sur les anomalies rencontrées.

L'attention des candidats est attirée sur les contraintes de politique industrielle qui demandent de privilégier des produits et des prestations réalisées par des sociétés européennes appartenant à des pays membres de l'Agence Spatiale Européenne (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Suède et Suisse). Par ailleurs, dans le cadre de cet approvisionnement, afin de répondre aux exigences de retour géographiques attendues et exprimées ci-dessous, l'

organisation industrielle proposée devra privilégier autant que possible les produits et services réalisés par des sociétés européennes ressortissantes des Etats Membres de l'ESA suivants (Groupe 1) Autriche, Danemark, Estonie, Finlande, Grèce, Hongrie, Irlande, Luxembourg, Norvège, Pologne, République Tchèque et Suède.

. Min 30 % Max 100 %. Groupe 2 : Belgique, Allemagne, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Suisse. Min 20% Max 70 %. Autres non ESA : 0

II.2.5. Award criteria

Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

II.2.6. Estimated value

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 24

This contract is subject to renewal: no

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: yes

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: no

II.2.14. Additional information

Consultation européenne avec publication conformément aux articles L2500 et suivants du Code de la Commande Publique.

Durant cette première phase d'appel à candidature, il est attendu de la part des candidats uniquement la remise au CNES d'un dossier complet de candidature répondant aux conditions identifiées à la section III du présent avis de marché.

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

1. une lettre de candidature (formulaire DC1 ou équivalent) accessible sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;
2. la copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire ;
3. une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à 5 et L.2141-7 à 11 du Code de la Commande Publique (articles accessible sur le site www.legifrance.gouv.fr) ;
4. un document relatif au pouvoir des personne(s) habilitée(s) à engager le candidat.
5. les personnes qui se portent candidates ainsi que celles qui sont membres d'un groupement ne doivent pas faire l'objet d'une interdiction de soumissionner listée aux articles L.2141-1 à 5 du Code de la Commande Publique identifié ci-avant.

<https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGISCTA000037703589/>

Conditions de participation

Le lancement d'une procédure de marché n'implique pas, pour le CNES, l'obligation d'attribuer un marché.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature et du fait qu'il disposera des capacités de ces opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit les mêmes documents concernant ces opérateurs économiques que ceux exigés dans le présent avis ainsi qu'un engagement écrit de chacun de ces opérateurs justifiant qu'il dispose de leurs capacités pour l'exécution du marché.

Pour les candidatures multiples, un candidat n'a pas la possibilité de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- 1) En qualité de candidat individuel et de cotitulaire d'un ou plusieurs groupement
- 2) En qualité de cotitulaire de plusieurs groupements

Si le candidat se présente en groupement d'entreprises :

Il précise le caractère du groupement, soit groupement conjoint, soit groupement solidaire.

- Il indique qui est le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.
- Il apporte toutes les informations relatives aux habilitations à représenter le groupement lors de la procédure de mise en concurrence afin de déterminer si le mandataire est habilité à signer la candidature et l'offre,

ou

si l'ensemble des membres du groupement signe la lettre de candidature et l'offre du groupement.

- Chaque membre du groupement produit à l'appui de la candidature du groupement l'ensemble des éléments demandés ci-dessus. Les documents officiels délivrés par une autorité publique ou une institution publique indispensables à l'établissement du contrat seront fournis dans la langue originale et traduits en français.
- Le dossier de réponse à l'appel à candidature sera rédigé en français ou en anglais.

Le dossier de candidature doit être structuré en 2 parties.

Partie 1 :

Elle regroupera les éléments d'ordre administratif, économiques et financiers ainsi que les renseignements concernant la situation propre du Candidat demandés ci avant.

Les pièces fournies (justificatifs, certificats, ...) doivent être numérotées dans l'ordre et rassemblées sous forme d'un fascicule ne comprenant ni publicité, ni document ancien ou périmé.

Le candidat peut utiliser en les complétant les documents DC1 et DC2 disponibles sur le site Internet du ministère de l'économie et des finances, accessible sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> .

Partie 2 :

Elle présentera les capacités de management, organisation et techniques du Candidat, justifiées par ses références professionnelles des 3 dernières années.

S'il le souhaite, le candidat liste les documents remis à l'appui de sa candidature.

III.1.2. Economic and financial standing

Minimum level(s) of standards possibly required:

- la déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures et services objets du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles,
- la preuve d'une assurance pour les risques professionnels,
- les bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi,

- la déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

III.1.3. Technical and professional ability

Minimum level(s) of standards possibly required:

Compétences Managériales et d'organisation

Les candidats fourniront une note (20 page maximum sans compter les annexes) présentant :

- L'organisation industrielle prévue pour couvrir l'ensemble de corps de métier identifiés précédemment et qui seront en cohérence avec le contrôle export (voir §5.1) ainsi qu'avec les clauses de retour géographique demandées (voir §4).
- Les autorisations (voir §6.4).

Compétences techniques

Les candidats fourniront une note (50 pages maximum sans compter les annexes) permettant de démontrer :

- 1) La capacité de chaque compagnie du montage industrielle à assurer les travaux de son périmètre de responsabilité. Le candidat prendra un soin particulier sur les explications données dans le domaine informatique et du HPC (Haute Puissance de Calcul),
- 2) Les solutions techniques envisagées,
- 3) La justification et références sur des études et déploiements de système informatiques HPC sur des contextes opérationnels ou à caractère sensible.
- 4) Références sur les déploiement et la validation de software critique avec des fortes contraintes de fiabilité.
- 5) Références sur la gestion de projets avec fortes contraintes en termes de SSI (Sécurité des Systèmes d'Information) (§6.4)
- 6) Références sur la maintenance de systèmes de type HPC
- 7) Références en éco-design et éco-coding.

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Competitive procedure with negotiation

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

IV.1.5. Information about negotiation

The contracting authority reserves the right to award the contract on the basis of the initial tenders without conducting negotiations

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: no

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 29/07/2022 Local time: 17:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 12 (from the date stated for receipt of tender)

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal Administratif

Postal address: 68, rue Raymond IV BP 7007

Town: Toulouse

Postal code: 31068

Country: France

E-mail: greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Telephone: +33 562735757

Fax: +33 562735740

Internet address: <http://toulouse.tribunal-administratif.fr>

VI.4.4. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Greffe du Tribunal Administratif

Postal address: 68, rue Raymond IV BP 7007

Town: Toulouse

Postal code: 31068

Country: France

E-mail: greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Telephone: +33 562735757

Fax: +33 562735740

Internet address: <http://toulouse.tribunal-administratif.fr>

VI.5. Date of dispatch of this notice

28/06/2022